



Mission régionale d'autorité environnementale
Région Hauts-de-France

**Avis délibéré de la mission régionale
d'autorité environnementale
Hauts-de-France
sur l'élaboration du schéma de cohérence territoriale
Ternois - 7 Vallées (62)**

n°MRAe 2025-8795

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France s'est réunie le 22 juillet 2025. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis portant sur l'élaboration du schéma de cohérence territoriale Ternois 7 Vallées, dans le département du Pas-de-Calais.

Étaient présents et ont délibéré : Hélène Foucher, Philippe Gratadour, Guy Hascoët, Valérie Morel, Sarah Pischietta, Anne Pons et Martine Ramel.

En application du référentiel des principes d'organisation et de fonctionnement des MRAe, arrêté par le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires le 30 août 2022, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.

La MRAe Hauts-de-France a été saisie pour avis par le Pôle d'équilibre territorial et rural Ternois 7 Vallées, le dossier ayant été reçu le 25 avril 2025. Cette saisine étant conforme aux articles R. 104-21 et R. 104-23 du Code de l'urbanisme, il en a été accusé réception. Conformément à l'article R. 104-25 du même Code, l'avis doit être fourni dans le délai de trois mois.

En application de l'article R. 104-24 du même Code, ont été consultés par courriels du 10 juin 2025 :

- le préfet du département du Pas-de-Calais ;*
- l'agence régionale de santé Hauts-de-France.*

Après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italique pour en faciliter la lecture.

Il est rappelé ici que, pour tous les plans et documents soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité décisionnaire et du public, auxquels il est destiné. Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du plan ou du document mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à permettre d'améliorer la conception du plan ou du document et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur celui-ci.

Le présent avis est publié sur le site des MRAe. Il est intégré dans le dossier soumis à la consultation du public.

Les observations et propositions recueillies au cours de la mise à disposition du public sont prises en considération par l'autorité compétente pour adopter le plan, schéma, programme ou document.

Conformément à l'article R. 104-39 du Code de l'urbanisme, lorsque le document d'urbanisme est adopté, l'autorité compétente en informe le public, l'autorité environnementale et les autorités consultées en mettant à leur disposition ce document, qui comporte notamment des indications relatives à la manière dont il a été tenu compte des consultations auxquelles il a été procédé ainsi que les motifs qui ont fondé les choix opérés par le plan ou le document compte tenu des diverses solutions envisagées.

Synthèse de l'avis

Cette synthèse a pour objectif de faire ressortir les enjeux principaux identifiés par la MRAe, les pistes prioritaires d'amélioration du dossier comme du projet, et les recommandations associées.

L'avis détaillé présente l'ensemble des recommandations de l'autorité environnementale dont il convient de tenir compte afin d'assurer la clarté du dossier, la qualité de l'évaluation environnementale, la prise en compte de l'environnement et de la santé, ainsi que la bonne information du public.

Le projet d'élaboration du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Ternois – 7 Vallées concerne les 169 communes des communautés de communes du Ternois et des 7 Vallées. Il a été arrêté par délibération du 14 avril 2025. Le SCoT, dont le territoire comptait 67 220 habitants en 2020, projette d'atteindre une population de 66 548 habitants en 2040, soit 672 habitants en moins, ce qui correspond à une évolution démographique annuelle de -0,05 % alors qu'elle a été de -0,1 % sur la période de 2010 à 2020.

Le SCoT prévoit la réalisation de 3 860 logements entre 2020 et 2040 et fixe une consommation d'espace maximale de 171 hectares pour 2021-2031 dont 73,5 hectares pour l'habitat, 90,3 hectares pour le développement économique et 7,1 hectares pour les équipements. Les objectifs de consommation d'espace pour 2031-2041 et 2041-2050 sont respectivement de 85,5 et 42,7 hectares.

L'évaluation environnementale a été réalisée par Auddicé.

La consommation d'espace maximale prévue de 2021 à 2031 par le SCoT révisé, de 171 hectares, correspond à une diminution de 41,3 % par rapport à celle observée entre 2011 et 2021 et tient compte de la garantie communale accordée aux espaces les plus ruraux. Les consommations d'espace prévues pour les périodes courant de 2031 à 2041 et de 2041 à 2050 envisagent une diminution de 50 % par rapport à chaque décennie précédente, en cohérence avec la modification du SRADDET approuvée le 21/11/2024 et à l'objectif de Zéro Artificialisation Nette à l'échéance 2050 de la loi Climat et résilience. Les communautés de communes du Ternois et des 7 Vallées ont prescrit chacune l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal, ce qui permettra de répartir l'enveloppe foncière en extension entre les communes de façon concertée.

Le SRADDET modifié encourage cependant le SCoT du Ternois – 7 Vallées à tenir compte du taux de réduction théorique de 70,8 % (ce qui correspondrait à 85,1 hectares), c'est à dire à formuler un projet de SCOT pour la période 2021-2030 correspondant à une consommation d'espace en dessous de celle plafond prévue par l'ensemble des garanties communales, ce au titre de l'équilibre et de l'équité des territoires pour l'atteinte des objectifs régionaux dans ce domaine. En effet, l'enveloppe prévue de 171 hectares étant deux fois supérieure à cette dernière valeur, il paraît raisonnable de s'approcher de ce taux de réduction théorique.

La production projetée de 193 logements neufs par an semble très élevée par rapport à la période précédente (90 logements par an en moyenne pendant la période 2013-2023), et doit être justifiée. Le SCoT doit par ailleurs expliciter le lien entre son besoin de 3 860 logements d'ici 2040 et ses besoins fonciers. Plus largement, l'aménagement territorial envisagé mérite d'être mieux précisé. Les enveloppes de consommation d'espace affectées spécifiquement à l'habitat, au développement économique et aux équipements pour la période 2031-2041 ne sont pas fixées par le Document d'orientation et d'objectifs (DOO). Elles devraient l'être.

Le besoin exprimé des trois extensions et des trois créations de zones d'activités économiques

(entraînant la consommation de 90,3 hectares) et leur localisation doivent être justifiés au regard de la stratégie de développement économique et des besoins d'aménagement induits, des enjeux environnementaux, du potentiel de densification des zones existantes et du foncier encore disponible dans l'ensemble des zones d'activité.

Les besoins en équipements doivent être précisés, en cohérence avec l'armature territoriale.

Pour la plupart des sujets (inondations, énergies renouvelables, zones humides, etc.), le DOO ne donne que des recommandations très générales et renvoie vers les PLUi pour les analyses et prescriptions détaillées. L'évaluation environnementale stratégique portant sur les effets des prescriptions n'identifie en conséquence aucun problème de compatibilité ni de difficulté. Ce SCoT est donc largement une occasion manquée d'analyser les sujets au bon niveau.

Concernant la biodiversité, les incidences de tous les projets identifiés par le DOO du SCoT (notamment les projets d'extension de trois zones d'activité économique à Saint-Pol-sur-Ternoise, Le Parc et Grigny, et de création de trois autres à Marconnelle, Blangy-sur-Ternoise et Ramecourt) doivent être analysées afin de justifier l'absence d'incidence majeure de ces projets. L'évaluation des incidences Natura 2000 doit être complétée en prenant en compte l'ensemble des sites Natura 2000 situés dans un rayon de 20 kilomètres autour du territoire des communautés de communes du Ternois et des 7 Vallées.

Le DOO est peu précis quant à la protection des zones humides du SDAGE. Une prescription doit être ajoutée afin de demander aux PLU(i) de protéger les zones humides du SDAGE et, à défaut, de caractériser les secteurs impactés pour confirmer ou infirmer le caractère humide. En cas d'atteinte à des zones humides, il est nécessaire de prévoir la restauration de zones humides existantes, prioritairement dans le territoire du SAGE concerné.

Concernant le climat, l'évaluation environnementale doit au moins être complétée par une évaluation sommaire des émissions de gaz à effet de serre et des pertes de capacité de stockage de carbone générées par le projet de SCoT. Le DOO doit prescrire aux PLUi la réalisation systématique de cette évaluation.

Avis détaillé

I. Le projet d'élaboration du schéma de cohérence territoriale (SCoT) Ternois - 7 Vallées

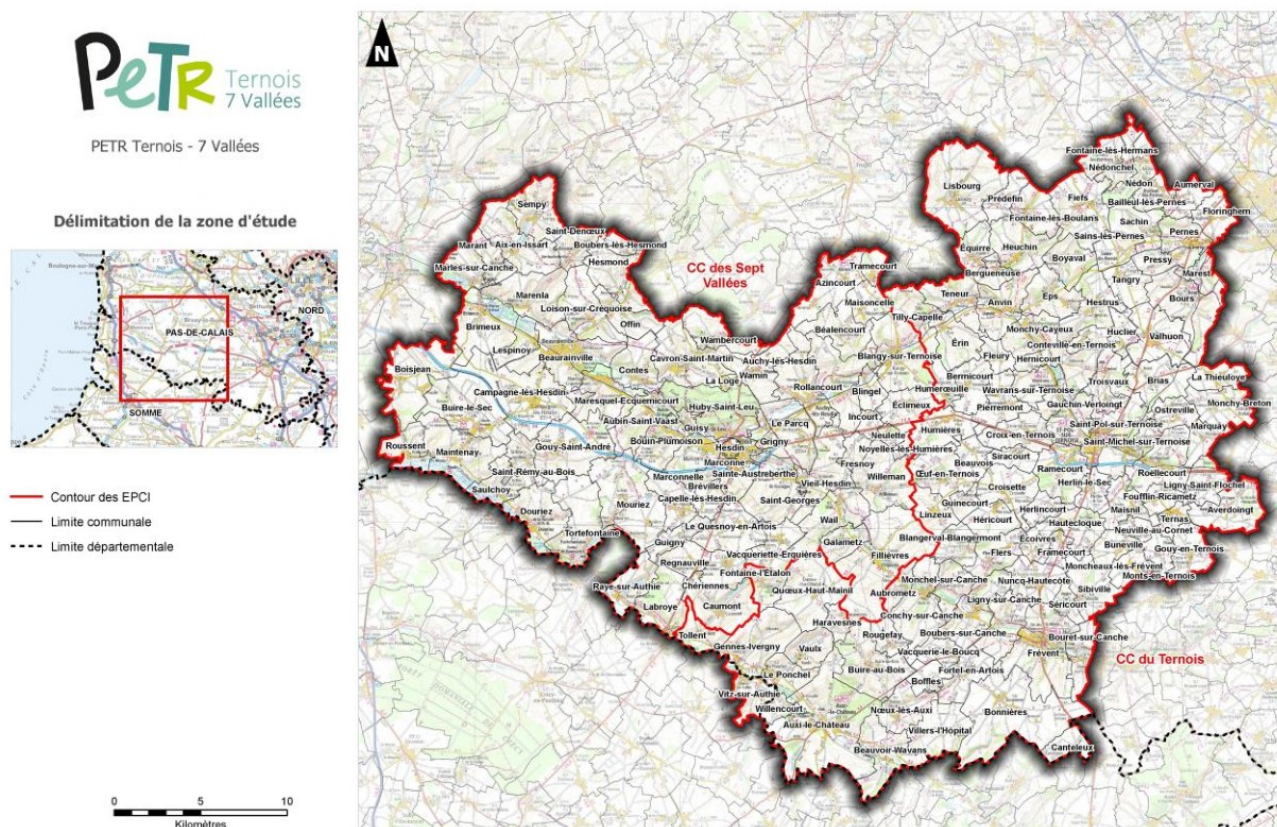
Par délibération du 14 avril 2025, le Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) Ternois – 7 Vallées a arrêté le projet du SCoT Ternois – 7 Vallées.

Le projet de SCoT concerne les 169 communes appartenant aux deux communautés de communes du Ternois (103 communes et 37 469 habitants en 2021) et des 7 Vallées (66 communes¹ et 29 444 habitants en 2021).

Le SCoT du Ternois couvre le périmètre de l'actuelle communauté de communes du Ternois et a été approuvé le 7 avril 2016. Sa révision et son extension au territoire de la communauté de communes des 7 Vallées a été décidée par le PETR Ternois - 7 Vallées le 24 juin 2021.

Conformément aux dispositions de l'article R.104-7 du Code de l'urbanisme, la procédure d'élaboration du SCoT fait l'objet d'une évaluation environnementale.

Le territoire du SCoT est de caractère fortement rural (63,4 % de surfaces agricoles et 7,2 % de surfaces urbanisées) et comprend également de nombreux espaces naturels (29,4 %). Les communes les plus peuplées sont Saint-Pol-sur-Ternoise (4 759 habitants en 2022), Hesdin-la-Forêt (4 494), Frévent (3 288), Auxi-le-Château (2 549), Beaurainville (2 028), Campagne-les-Hesdin (1 944), Pernes (1 586), Auchy-les-Hesdin (1 517), Marconnelle (1 076), Maresquel-Ecquemicourt (1 054).

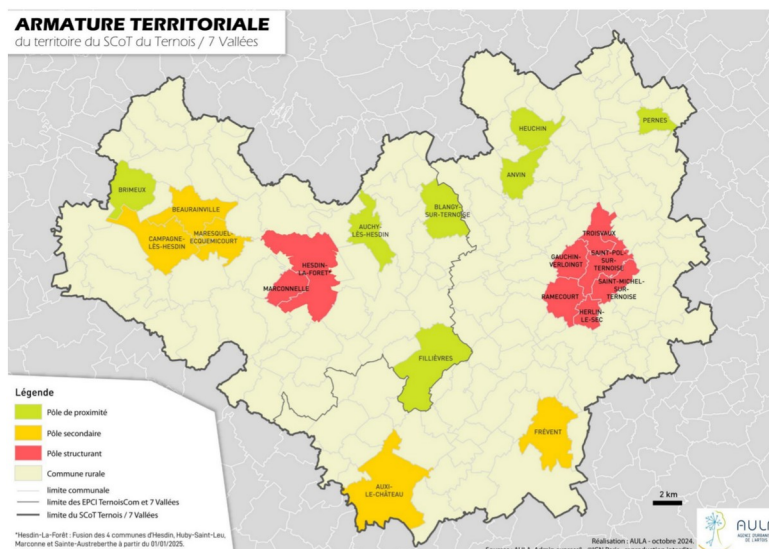


Localisation du territoire de SCoT (Source : Evaluation environnementale page 5)

¹ les communes d'Hesdin, d'Huby-Saint-Leu, de Marconnelle et de Sainte-Austreberthe ont fusionné le 1^{er} janvier 2025 pour constituer la commune nouvelle d'Hesdin-la-Forêt faisant passer le nombre de communes de 69 à 66

Le projet de SCoT définit l'armature territoriale suivante (pages 30-31 et carte page 32 du Document d'orientation et d'objectifs [DOO]) :

- les 2 pôles structurants de l'Hesdinois et du Saint-Polois s'étendant sur plusieurs communes ;
- les 3 pôles secondaires d'Auxi-le-Château, de Frévent et du pôle ouest constitué des communes de Campagne-lès-Hesdin, Beaurainville et Maresquel-Ecquemicourt ;
- les 7 pôles de proximité de Brimeux, Auchy-les-Hesdin, Blangy-sur-Ternoise, Fillièvres, Anvin, Heuchin et Pernes-en-Artois ;
- des communes rurales.



Armature territoriale du SCoT (Source : Document d'orientation et d'objectifs page 32)

Le document de synthèse ci-dessous indique la spatialisation sommaire des 4 axes du Projet d'aménagement stratégique (PAS) traduits dans le DOO. Ce document indique notamment les trois zones d'activité économique (ZAE) ayant une future extension (Saint-Pol, Le Parcq-Grigny et Le Parcq) et les ZAE à créer (Marconnelle, Blangy-sur-Ternoise et Ramecourt).

7 pères de mobilité

Principale offre des équipements de transports

- Gare
- Niveau ferroviaire existant
- Axes routiers

La sobriété foncière au cœur du développement économique

- Permettre de façon limitée les extensions urbaines liées à l'habitat

La préservation de l'agriculture et du patrimoine naturel

- Centres paysagers
- Conserver la trame verte et bleue et favoriser la création de réservoirs de biodiversité
- Corse d'axe
- Préserver une agriculture ancrée sur le territoire et contrôler de nouvelles

Assurer la pérennité et le développement des zones d'activités économiques

- ZAI offrant du foncier encore disponible :
 - 1 ZAI de la Fontaine Bleue (Puy-de-Dôme)
 - 2 Parc d'activités du Moulin (Hauts-de-Seine)
 - 3 ZAI Zone du champ de l'Éclaircie
 - 4 ZAI d'Avail-les-Cluses
 - 5 Zone de fond de la Laine (Bourgogne-Franche-Comté)
 - 6 Zone du champ de Fresnes (Champagne-Ardenne)
 - 7 Zone du champ Saint-Martin (Hauts-de-Seine)
- ZAI à créer :
 - 8 Zone industrielle (Seine-Saint-Denis)
 - 9 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 10 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 11 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 12 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 13 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 14 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 15 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 16 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 17 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 18 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 19 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 20 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 21 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 22 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 23 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 24 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 25 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 26 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 27 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 28 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 29 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 30 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 31 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 32 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 33 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 34 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 35 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 36 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 37 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 38 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 39 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 40 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 41 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 42 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 43 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 44 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 45 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 46 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 47 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 48 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 49 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 50 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 51 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 52 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 53 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 54 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 55 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 56 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 57 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 58 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 59 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 60 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 61 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 62 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 63 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 64 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 65 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 66 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 67 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 68 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 69 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 70 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 71 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 72 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 73 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 74 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 75 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 76 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 77 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 78 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 79 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 80 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 81 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 82 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 83 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 84 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 85 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 86 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 87 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 88 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 89 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 90 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 91 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 92 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 93 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 94 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 95 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 96 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 97 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 98 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 99 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)
 - 100 Zone de la Ferté (Seine-Saint-Denis)

20Z complètes à valoriser et à densifier :

- 1 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 2 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 3 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 4 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 5 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 6 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 7 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 8 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 9 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 10 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 11 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 12 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 13 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 14 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 15 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 16 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 17 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 18 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 19 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 20 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)

20Z à créer :

- 1 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 2 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 3 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 4 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 5 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 6 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 7 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 8 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 9 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 10 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 11 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 12 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 13 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 14 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 15 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 16 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 17 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 18 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 19 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 20 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)

10Z complètes à valoriser et à densifier :

- 1 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 2 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 3 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 4 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 5 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 6 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 7 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 8 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 9 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 10 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)

10Z à créer :

- 1 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 2 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 3 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 4 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 5 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 6 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 7 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 8 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 9 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 10 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)

10Z complètes à valoriser et à densifier :

- 1 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 2 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 3 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 4 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 5 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 6 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 7 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 8 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 9 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 10 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)

10Z à créer :

- 1 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 2 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 3 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 4 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 5 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 6 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 7 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 8 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 9 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 10 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)

10Z complètes à valoriser et à densifier :

- 1 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 2 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 3 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 4 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)
- 5 Zone d'activités (Seine-Saint-Denis)

Le SCoT, dont le territoire comptait 67 220 habitants en 2020, projette d'atteindre une population de 66 548 habitants en 2040, soit 672 habitants en moins. Cela correspond à une évolution démographique annuelle de -0,05 %. L'évolution démographique a été de -0,1 % sur la période de 2010 à 2020 (page 23 des Justifications des choix retenus).

II. Analyse de l'autorité environnementale

Le dossier est constitué :

- L'évaluation environnementale a été réalisée par Auddicé.

II.1 Résumé non technique

Le résumé non technique est intégré à l'évaluation environnementale (pages 4 et suivantes). Il présente principalement les incidences sur l'environnement des différentes mesures prévues par les quatre axes du DOO. Il ne comprend pas la présentation générale du projet retenu. A l'exception du plan du territoire, il ne comprend aucune carte ni iconographie.

L'autorité environnementale recommande de faire du résumé non technique un document séparé facilement identifiable, d'y ajouter la présentation générale du projet retenu, accompagnée de cartographies et d'actualiser ce document suite aux compléments à apporter à l'évaluation environnementale.

II.2 Articulation du projet de SCoT avec les autres plans et programmes

L'articulation avec les autres plans et programmes est analysée pages 26 et suivantes de l'évaluation environnementale.

L'analyse porte notamment sur le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Hauts-de-France, le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Artois-Picardie, les Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Canche, de l'Authie et de la Lys, le Plan de gestion des risques d'inondation 2022-2027 du bassin Artois-Picardie.

Les objectifs de limitation de l'artificialisation des sols du SCoT sont compatibles avec ceux inscrits dans la modification du SRADDET approuvée le 21/11/2024, qui fixe un objectif minimal de réduction de la consommation d'espace entre 2021 et 2031 de 41,1 % pour ce territoire par rapport à la décennie précédente, avec les règles de garantie rurale qui permettent une consommation de un ha par commune, mutualisable. En effet, la prescription P62 pages 20-21 du DOO reprend cet objectif qui correspond à 171 hectares pour le territoire (règle 14 page 31 de l'évaluation environnementale).

II.3 Scénarios et justification des choix retenus

Le SCoT du Ternois a fait l'objet d'une évaluation en 2022 qui a montré que de nombreux objectifs n'avaient pas pu être atteints suite à des mutations profondes et non anticipées lors de l'élaboration du document (page 24 de l'évaluation environnementale).

Si des objectifs et nombre de principes sont énoncés clairement pour le territoire, leur traduction en aménagement spécifique pour ce même territoire, à 20 ou 30 ans, n'est pas vraiment définie, de telle façon que ses effets et les incidences de ces effets ne sont pas toujours facilement évaluables.

Les importantes possibilités foncières peuvent favoriser des projets les plus faciles à réaliser (par exemple, développement du commerce de périphérie versus le confortement du centre ville, habitat en extension au détriment de la rénovation), en l'absence de scénarios ou d'étapes clairement établis, qui seraient fondés sur des stratégies économiques, agricoles, de mobilité, environnementales, commerciales explicites et justifiant l'organisation spatiale proposée.

Si différents scénarios démographiques ont été étudiés, aucun scénario alternatif n'a été envisagé

pour d'autres variables, notamment celles relatives aux choix pouvant être opérés en matière de développement économique. Ainsi aucune variante de la localisation des extensions et créations de ZAE n'est présentée, ni d'analyse au regard des enjeux environnementaux.

Au niveau démographique, trois scénarios (haut, central et bas) basés sur l'étude OMPHALE de l'Insee² sont explicités pages 46-47 du PAS. Les projections démographiques pour le territoire pour 2040 oscillent entre 61 599 et 66 360 habitants.

Le choix d'une stabilisation de la population avec une légère décroissance d'ici 2040 a été opéré. Il envisage d'atteindre 66 548 habitants, ce qui constitue un nombre supérieur à celui déterminé dans le scénario dit « haut » (66 360 habitants). Cet objectif est explicité en page 22 de la Justification des choix retenus en invoquant l'attractivité résidentielle du territoire pour des populations en quête de logements plus accessibles face aux tensions foncières des secteurs littoraux ou métropolitains.

L'autorité environnementale recommande de justifier la localisation des extensions et créations de zones d'activité économique au regard des enjeux économiques en présentant des variantes avec analyse au regard des enjeux environnementaux.

II.4 État initial de l'environnement, incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et mesures destinées à éviter, réduire et compenser ces incidences

Pour la plupart des sujets (inondations, énergies renouvelables, zones humides, etc.), le DOO ne donne que des recommandations très générales et renvoie vers les PLUi pour les analyses et prescriptions détaillées. L'évaluation environnementale stratégique portant sur les effets des prescriptions n'identifie en conséquence aucun problème de compatibilité ni de difficulté. Ce SCoT est donc largement une occasion manquée d'analyser les sujets au bon niveau.

II.4.1 Consommation d'espace

La consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers est abordée dans la partie Justification des choix (pages 16 et 17) et dans l'évaluation environnementale (pages 158 et 159).

La consommation d'espace observée entre 2011 et 2021 sur le territoire du SCoT a été de 291,5 hectares, soit 29,2 hectares par an d'après le portail national d'observation de l'artificialisation des sols³ et le projet d'aménagement stratégique (page 30).

La consommation d'espace maximale prévue de 2021 à 2030 par le DOO (Document Orientations et Objectifs) du SCoT est de 171 hectares et correspond à 17,1 hectares par an, soit une diminution de 41,3 % par rapport au rythme antérieur (pages 158-159 de l'évaluation environnementale, prescription P62 pages 20-21 du DOO).

L'artificialisation des sols a des incidences importantes et difficilement réversibles sur les milieux. Si la diminution du rythme de consommation d'espace prévue par le SCoT va dans le bon sens, elle demeure insuffisante au regard de cet enjeu et du faible niveau de précision du projet. Au titre de l'équilibre et de l'équité des territoires, le SRADDET modifié des Hauts-de-France propose à ce SCoT de tenir compte dans son projet du taux de réduction de la consommation des espaces dit théorique de 70,8 %, qui correspond à 85,1 hectares sans la garantie rurale, soit environ la moitié

² Le modèle Omphale permet de réaliser des projections démographiques à moyen/long terme (horizon 2070) sur tout territoire de plus de 50 000 habitants

³ <https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/mesurer-la-consommation-despaces>

des extensions que le PETR envisage (cf. annexe D page 147 et tableau pages 148-149 du fascicule des règles générales reprenant le taux de 70,8 % du SRADDET approuvé le 29/11/2024⁴).

Les consommations d'espace prévues de 2031 à 2041 et de 2041 à 2050 par le DOO sont respectivement de 85,5 et 42,7 hectares, soit une diminution de 50 % du rythme de la décennie antérieure, conformément à l'objectif de Zéro Artificialisation Nette à l'échéance 2050 de la loi Climat et résilience et au SRADDET modifié adopté en novembre 2024. Le SRADDET encourage néanmoins les territoires à considérer les taux de réduction théoriques.

L'autorité environnementale recommande d'améliorer le projet dans l'objectif de réduire la consommation d'espace, afin de le rendre cohérent avec les objectifs nationaux et régionaux, fixés notamment par le SRADDET Hauts-de-France modifié et adopté en novembre 2024

La prescription P62 (page 20 du DOO) répartit l'enveloppe de 171 hectares prévus pour la période 2021-2030 à raison de 103 hectares pour la communauté de communes du Ternois et de 68 hectares pour celle des 7 Vallées. L'autorité environnementale relève que la communauté de communes du Ternois a prescrit l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat et plan de mobilité en 2022 ; et que celle des 7 Vallées a prescrit l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat en 2021. Cela permettra de répartir, voire de réduire l'enveloppe foncière en extension entre les communes de façon concertée au sein des deux intercommunalités.

Le dossier du SCoT n'aborde pas le sujet de la renaturation et aucun site préférentiel de renaturation n'est identifié. Le DOO demande seulement que les stratégies de reconquête des friches identifiées soient établies par les collectivités en évoquant la renaturation (P67, page 22 du DOO).

L'autorité environnementale recommande d'aborder dans le dossier du SCoT la thématique de la renaturation et d'identifier dans le DOO les sites préférentiels de renaturation.

Concernant l'habitat, le SCoT prévoit la réalisation de 3 860 logements sur la période 2020-2040, soit 193 par an (P106, en page 33 du DOO, et page 23 de la Justification des choix).

Le nombre de logements a été établi sur la base d'une taille des ménages passant de 2,33 en 2020 à 2,07 en 2040 et une réduction de la vacance passant de 9,4 % en 2020 à 7 % en 2040 (page 23 de la Justification des choix). L'autorité environnementale note que la production de logements neufs a été d'environ 90 logements en moyenne sur la période de 2013 à 2023 et n'a jamais atteint les 193 logements (page 42 du diagnostic de territoire). De plus, une vacance de 9,4 % peut également être un indicateur d'un besoin limité en nouveaux logements.

L'autorité environnementale recommande de justifier la production annuelle prévue par le SCoT de 193 logements neufs, qui apparaît très élevée (plus du double par rapport au ratio moyen de 90 logements neufs par an relevé sur la période de 2013 à 2023).

Le DOO fixe une consommation d'espace naturel, agricole et forestier de 73,5 hectares destinée à l'habitat pour la période 2021-2031 ; 46,3 hectares concernent la CC du Ternois et 27,2 concernent la CC des 7 Vallées (P62, pages 20-21 du DOO). La consommation foncière pour la période 2031-2041 n'est pas précisée. Par ailleurs le SCoT n'explicite pas le lien entre son besoin de 3 860 logements d'ici 2040 et ses besoins fonciers et les modèles d'aménagement

4 <https://2040.hautsdefrance.fr/la-region-adopte-son-sraddet-modifie>

L'autorité environnementale recommande :

- de préciser la consommation d'espace prévue par le SCoT pour l'habitat sur la période 2031-2041 ;
- d'explicitier le lien entre son besoin de 3 860 logements d'ici 2040 et ses besoins fonciers de 73,5 hectares.

Pour réduire la consommation d'espace lié à l'habitat, le DOO prescrit notamment :

- la priorisation, par les PLUi, du réinvestissement, de la densification et de la restructuration des tissus urbains existants (zones U) pour l'accueil des nouveaux logements (P63, page 21) ;
- la cartographie, par les PLUi, des disponibilités et potentialités à l'intérieur des enveloppes urbaines existantes et l'établissement par les collectivités de stratégies de reconquête des friches identifiées (P66 et P67, page 22) ;
- l'instauration d'outils réglementaires et financiers, par les PLUi et les collectivités, pour faciliter la remise sur le marché des logements vacants (P69, page 20) ;
- la prescription de densités de logements à l'hectare de 30 pour les 2 pôles structurants, de 28 pour les pôles intermédiaires, de 22 pour les pôles de proximité et de 16 pour les autres communes rurales (P108, page 33) ;
- la priorisation de la densification des zones bâties et la réutilisation des friches et des logements vacants avant d'envisager une extension du tissu urbain, ainsi que l'utilisation de formes d'habitat plus compactes (P111, page 30) ;
- le développement d'une offre en petits logements dans les pôles structurants et intermédiaires avec au moins 20 % de logements de moins de 3 pièces pour les opérations groupées (P115, page 35).

Pour conforter et renforcer l'armature territoriale définie par le SCoT, 32 % des 3 860 logements devront être produits dans les pôles structurants, 18 % dans les pôles intermédiaires et 12 % dans les pôles de proximité, soit en tout 62 % des logements, ces pôles représentant 45 % de la population du territoire du SCoT (P108, page 33). Les pôles structurants seront les plus fortement renforcés avec 32 % des logements neufs pour 19 % de la population.

Concernant les activités économiques, le DOO fixe une consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers de 90,3 hectares pour 2021-2031 avec 51,5 hectares pour la CC du Ternois et 38,8 pour la CC des 7 Vallées (P62, pages 20-21 du DOO). La consommation foncière pour la période 2031-2041 n'est pas précisée.

L'autorité environnementale recommande de préciser la consommation d'espace prévue par le SCoT pour les activités économiques sur la période 2031-2041.

La thématique de l'économie est abordée pages 11 et 12 de la partie Justification des choix. Il est mentionné qu'une cartographie des zones d'activités économiques (ZAE) du territoire a été réalisée à partir d'un travail de terrain et d'une analyse multicritère. Cette analyse n'est pas fournie. Elle a permis de distinguer quatre types de ZAE :

- celles déjà complètes, à valoriser et densifier ;
- celles disposant encore de foncier disponible ;
- celles qui feront l'objet d'une extension ;
- celles à créer (page 11).

La carte de synthèse page 5 du DOO localise ces différentes zones.

Trois extensions sont ainsi prévues : la zone industrielle de Saint-Pol, la zone de Le Parcq-Grigny, la zone de Le Parcq.

Trois zones sont à créer : la zone de la sucrerie à Marconnelle, la zone de Blangy-sur-Ternoise et la zone artisanale de Ramecourt avec l'agrandissement du circuit de Croix-en-Ternois.

L'objectif 1.1.3 (page 9 du DOO) indique que le foncier économique supplémentaire est dédié aux activités légères, à l'artisanat et aux industries.

Le potentiel de densification des zones existantes et le foncier encore disponible ne sont cependant pas précisés et aucun détail n'est fourni. Le besoin des trois extensions et des trois créations de zones n'est pas justifié. Les stratégies économiques ou commerciales justifiant ces développements et leur positionnement répondant aux prescriptions du DOO ne sont pas présentées.

L'autorité environnementale recommande de :

- faire une présentation détaillée du potentiel de densification des zones existantes et de leur foncier encore disponible ;*
- justifier le besoin des trois extensions et des trois créations de zones d'activités économiques entraînant la consommation de 90,3 hectares, en lien avec la stratégie économique et les prescriptions du DOO ;*
- chercher à réduire la consommation d'espace dédiée aux activités économiques*

Pour parvenir à la réduction de consommation d'espace voulue, le DOO prévoit :

- la localisation préférentielle des activités de services et tertiaires dans le tissu urbain existant des centres-bourgs (P1, page 8) ;
- la localisation, par les PLUi, des réserves foncières au sein des ZAE et leur priorisation pour le développement du territoire (P5, page 8) ;
- la limitation à 10 % de la surface dédiée au développement économique en dehors des polarités principales et intermédiaires (P4, page 8) ;
- l'identification et la justification, par les PLUi, du besoin d'une réserve foncière dédiée aux activités légères et aux industries, en tenant compte de l'offre existante, qu'elle soit en zone agricole ou en friche. Cette nouvelle offre est qualifiée et envisagée dans les zones et/ou à proximité immédiate des zones d'activités économiques existantes (P8 page 9).

Concernant le commerce, la création de nouvelles zones commerciales ou galeries commerçantes ainsi que les projets d'extension des zones commerciales ne sont autorisés que lorsque le taux de vacance commerciale du territoire est inférieur à 5 % (P27 page 13), sachant que la vacance est actuellement de 16 % (page 76 du diagnostic). La transformation et la construction de cellule commerciale de moins de 1 000 m² n'est pas autorisée en dehors des centralités commerciales de cœur de ville (P28, page 13 du DOO). Sept polarités commerciales majeures et secondaires sont identifiées page 76 du diagnostic : Auxi-le-Château, Beaurainville, Campagne-lès-Hesdin, Frévent, Hesdin, Pernes-en-Artois et Saint-Pol-sur-Ternoise.

Concernant les équipements, le SCoT prévoit une consommation d'espace de 7,1 hectares sur la période 2021-2031 répartie entre 5,1 hectares pour la CC du Ternois et 2 hectares pour celles des 7 Vallées (P62 pages 20-21 du DOO).

Le besoin en équipements n'est pas justifié. La consommation d'espace pour les équipements sur la période 2031-2041 n'est pas précisée par le DOO.

L'autorité environnementale recommande de justifier les besoins en équipements nécessitant la consommation de 7,1 hectares sur 2021-2031 et préciser la consommation d'espace prévue par le DOO pour les équipements sur la période 2031-2041.

Le DOO prescrit que la stratégie d'implantation des nouveaux équipements touristiques, culturels et de loisirs doit tenir compte des infrastructures déjà présentes sur le territoire ainsi que celles des intercommunalités voisines à la lumière d'un diagnostic réalisé par les documents d'urbanisme locaux (P60, page 19).

II.4.2 Atténuation du changement climatique

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

L'un des objectifs fixés aux collectivités publiques en matière d'urbanisme (article L. 101-2 7° du Code de l'urbanisme) est la « lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ».

Une collectivité dispose de plusieurs leviers pour agir sur l'atténuation du changement climatique : la restructuration progressive de l'implantation urbaine et les choix de la vocation des sols, le développement d'énergies renouvelables, la rénovation énergétique du bâti, la mise en œuvre de mesures favorables au bio-climatisme et à l'utilisation de matériaux de grande qualité énergétique et environnementale dans la construction, le développement de puits de carbones pour capter les gaz à effet de serre émis dans l'atmosphère.

D'une manière générale, il est attendu de la collectivité qu'elle s'inscrive pleinement dans la trajectoire qui vise à atteindre la neutralité carbone en 2050, et qu'elle s'engage dans une forte réduction de ses émissions de gaz à effet de serre.

Le Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) Ternois – 7 Vallées a adopté en 2022 un Plan climat air énergie territorial 2020-2026 qui a fait l'objet d'un avis de la MRAe le 29 juin 2021⁵.

Le territoire du SCoT possède un important potentiel d'énergies renouvelables comprenant notamment l'éolien, le méthanisation et le bois-énergie (page 85 de l'état initial de l'environnement).

➤ Qualité de l'évaluation environnementale stratégique et prise en compte du climat

Les émissions générées par les transports sont traitées au paragraphe II.4.8 Cadre de vie et santé.

Émissions de gaz à effet de serre

L'urbanisation de nouvelles surfaces avec la réalisation de bâtiments et de voiries, les consommations énergétiques associées pendant les travaux puis pendant toute la phase d'exploitation, ainsi que les nouveaux déplacements induits par le projet d'aménagement génèrent des émissions de gaz à effet de serre. L'artificialisation des terres agricoles, des prairies et les défrichements causés par les différents projets auront aussi des conséquences sur les capacités de stockage de carbone du territoire.

⁵ https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/5319_pcaet_ternois.pdf

Les gaz à effet de serre sont évoqués pages 64 à 72 de l'état initial de l'environnement, et de façon transversale dans l'évaluation environnementale au travers de l'analyse des différentes thématiques (par exemple page 143 sur l'atténuation du changement climatique).

Les puits de carbone du territoire devront être sanctuarisés par les PLUi, et il est demandé aux collectivités de développer la végétation locale dans les espaces urbanisés afin d'augmenter la capacité de stockage du carbone (P98, page 29).

Aucune évaluation des émissions de gaz à effet de serre ni des pertes de capacité de stockage de carbone générées par le projet de SCoT n'a cependant été réalisée, et le DOO ne prescrit pas la réalisation de cette évaluation par les PLUi alors que des outils comme Ges Urba⁶ ou Clim'Urba⁷ peuvent être utilisés. Pour rappel, l'article R122-20⁸ du Code de l'environnement demande la prise en compte des incidences des plans et programmes sur le climat.

L'autorité environnementale recommande de compléter l'évaluation environnementale en réalisant une évaluation des émissions de gaz à effet de serre et des pertes de capacité de stockage de carbone générées par le projet de SCoT, et de prescrire aux futurs PLUi la réalisation systématique de cette évaluation.

Énergies renouvelables et performances énergétique et environnementale du bâti

Le DOO prescrit aux PLUi d'identifier les potentiels de développement des différentes sources d'énergies renouvelables et de récupération dans le respect des enjeux liés à la biodiversité, à l'agriculture, aux paysages et aux risques (P93 page 28).

Il priorise les installations d'énergie solaire sur les toitures et les sites artificialisés en raison du bâti (P94, page 28).

II.4.3 Vulnérabilité et adaptation au changement climatique

L'adaptation au changement climatique doit marquer tous les choix d'aménagement. Il s'agit en effet de garantir aux habitants actuels et futurs des conditions de vie pérennes, où les risques sont minimisés au regard de l'évolution rapide du climat et des conséquences qui en découlent. Ces dernières peuvent s'exprimer à plusieurs niveaux : modification du régime des pluies, augmentation des phénomènes climatiques extrêmes, raréfaction de la ressource en eau, augmentation de la fréquence et de l'intensité des îlots de chaleur, perte accélérée de biodiversité, etc.

Pour lutter contre les îlots de chaleur urbain, les PLUi doivent identifier, cartographier et préserver les îlots de fraîcheur existants, en créer de nouveaux pour assurer une trame de fraîcheur sur les territoires (P85, page 26 du DOO). Ils devront fixer un coefficient de biotope à atteindre, adapté à chaque type de projet (P32 et P70, respectivement pages 13 et 23). Ils devront traiter de la question de la vulnérabilité de leur territoire face aux risques naturels en délimitant les zones d'aléas et les impacts potentiels et prévisibles du changement climatique (P82, page 26).

L'autorité environnementale n'a pas d'observation sur cette partie.

6 <https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/applications/appli-ges-urba>

7 <https://www.cerema.fr/fr/actualites/climurba-outil-au-service-planification-prise-compte-du>

8 https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000043743372

II.4.4 Paysage et patrimoine

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Le territoire compte 63 monuments historiques inscrits ou classés, trois sites naturels classés, des sites patrimoniaux remarquables à Frévent et Auxi-le-Château, et un bien inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO : le beffroi d'Hesdin (pages 17-18 de l'état initial de l'environnement).

➤ Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte du paysage et du patrimoine

Les mesures d'évitement et de réduction liées au paysage et au patrimoine sont listées pages 192-193 de l'évaluation environnementale.

Le SCoT prévoit que les PLUi identifient et protègent les éléments et espaces paysagers remarquables et constitutifs de l'identité du territoire, qu'ils soient protégés ou non (monuments historiques, sites classés, sites patrimoniaux remarquables, petits patrimoines...) [P50, page 17]. Ils doivent également garantir les conditions de maintien et d'amélioration qualitatives des portes d'entrées du territoire (P144, page 40).

L'autorité environnementale n'a pas d'observation sur cette partie.

II.4.5 Milieux naturels, biodiversité et Natura 2000

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Le territoire du SCoT comporte 31 zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1, et 8 ZNIEFF de type 2. Quatre sites Natura 2000 sont présents sur le territoire : les zones spéciales de conservation (ZSC) FR3102001 « Marais de la Grenouillère », FR3100492 « Prairies et marais tourbeux de la basse vallée de l'Authie », FR2200348 « Vallée de l'Authie » et FR3100489 « Pelouses, bois, forêts neutrocalcicoles et système alluvial de la moyenne vallée de l'Authie ».

Par ailleurs, 18 autres sites Natura 2000 sont situés à moins de trente kilomètres du territoire (page 54 de l'état initial de l'environnement).

➤ Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte des milieux naturels

La disposition P154 du DOO (page 44) prescrit de protéger les espaces naturels remarquables et les ceintures bocagères, milieux emblématiques du territoire. Les PLUi doivent identifier et cartographier les prairies à enjeux et les reprendre avec un règlement spécifique.

Concernant les continuités écologiques, les schémas de la trame verte et bleue des CC du Ternois et des 7 Vallées sont repris pages 42 et 43 du DOO. La disposition P150 (page 41 du DOO) impose aux PLUi de les identifier et de définir des mesures adaptées pour les protéger, restaurer et renforcer. Il n'est cependant fait mention que du « maillage écologique urbain », ce qui semble restreindre cette disposition à la seule nature en ville.

Par ailleurs, la prescription P151 demande que « l'ouverture à l'urbanisation de zones agricoles ou forestières et l'ensemble des projets d'aménagement situés en dehors des polarités identifiées dans l'armature territoriale fassent l'objet d'inventaires faunistiques, floristiques et d'habitats, ainsi que d'une étude sur leurs liens avec la trame verte et bleue ». Il conviendrait de ne pas limiter cette

mesure aux seules communes rurales (les enjeux de biodiversité ne se limitant pas aux seuls territoires ruraux).

L'autorité environnementale recommande de revoir le libellé de la prescription P150 sur l'identification et la protection des continuités écologiques en ne la limitant pas au seul « maillage écologique urbain », ainsi que d'élargir la prescription P151 portant sur la réalisation d'études faune flore et de connexion à la trame verte et bleue à tous les projets d'aménagement et non pas seulement à ceux des communes rurales.

L'évaluation environnementale analyse les incidences sur l'environnement des dispositions du DOO (pages 175 et suivantes). Huit thématiques ont été prises en compte dont celle du patrimoine naturel et de la biodiversité (les autres étant : ressource en eau, paysages et patrimoine, risques naturels, risques industriels et technologiques, santé humaine, énergie, climat). Les incidences des objectifs du DOO sur la biodiversité sont toutes considérées comme neutres, positives voire très positives. Les mesures d'évitement et de réduction prévues par le SCoT pour la biodiversité sont indiquées pages 195-196. Aucune mesure de compensation n'est prévue.

Les incidences des projets d'extension de trois zones d'activités économiques à Saint-Pol-sur-Ternoise, Le Parcq et Grigny et de création de trois autres à Marconnelle, Blangy-sur-Ternoise et Ramecourt, identifiés par la carte de synthèse page 5 du DOO, n'ont cependant pas fait l'objet d'une analyse d'incidence sur la biodiversité.

L'autorité environnementale recommande d'analyser les incidences sur la biodiversité de tous les projets identifiés par le DOO du SCoT comme les projets d'extension de trois zones d'activités économiques (à Saint-Pol-sur-Ternoise, Le Parcq et Grigny) et de création de trois autres (à Marconnelle, Blangy-sur-Ternoise et Ramecourt) identifiés par la carte de synthèse page 5 du DOO (par exemple, présence de réservoirs de biodiversité, de corridors écologiques, de zone humide ou d'éléments naturels de valeur) et de justifier l'absence d'incidence majeure de ces projets.

➤ Qualité de l'évaluation des incidences sur les sites Natura 2000 et prise en compte des sites Natura 2000

Une étude d'incidence Natura 2000 est présentée (pages 201 et suivantes de l'évaluation environnementale). Celle-ci prend en compte les 11 sites présents sur le territoire ou à moins de 10 kilomètres de celui-ci mais pas ceux à moins de 20 kilomètres (pages 202-203).

Les aires d'évaluation des habitats et espèces ayant justifié la désignation du site Natura 2000⁹ ont été analysées. Quinze habitats et 44 espèces sont retenues par l'évaluation (pages 240-241). Il est considéré (pages 250-251) :

- que la majorité des orientations du DOO ne génèrent pas d'incidences négatives potentielles sur ces habitats et espèces ;
- que certaines auront un impact positif, comme le maintien de la trame verte et bleue ;
- que les actions de renouvellement urbain et de rénovation peuvent avoir un impact négatif sur les chauves-souris.

Concernant ce dernier point, il est ainsi préconisé de réaliser une expertise préalable destinée à évaluer les potentialités de présence de chauves-souris à un moment de leur cycle de vie, et de ne

9 Aire d'évaluation de chaque espèce ayant justifié la désignation du site Natura 2000 : cette aire comprend les surfaces d'habitats comprises en site Natura 2000 mais peut comprendre également des surfaces hors périmètre Natura 2000 définies d'après les rayons d'action des espèces et les tailles des domaines vitaux

pas implanter les projets à proximité des sites Natura 2000. Ces mesures ne sont pas reprises par le DOO.

L'autorité environnementale recommande de compléter l'évaluation des incidences Natura 2000 en prenant en compte l'ensemble des sites Natura 2000 situés dans un rayon de 20 kilomètres autour des territoires des CC du Ternois et des 7 Vallées, en analysant les aires d'évaluation spécifiques des habitats et espèces ayant justifié la désignation de ces sites, de prévoir les mesures nécessaires et de les intégrer dans le DOO.

II.4.6 Ressource en eau et milieux aquatiques

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Le réseau hydrographique du territoire du SCoT est composé de la Ternoise, de la Canche et de l'Authie.

Le territoire est concerné par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Lys, de la Canche et de l'Authie.

Le SDAGE Artois-Picardie a identifié des zones à dominante humide le long des cours d'eau, et des zones humides ont été délimitées par les SAGE de la Lys, de la Canche et de l'Authie (carte page 25 de l'état initial de l'environnement).

➤ Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte de la ressource en eau et des milieux aquatiques

L'analyse environnementale des dispositions du DOO (pages 175 à 190 de l'évaluation environnementale) prend en compte la ressource en eau. Aucune incidence négative sur celle-ci n'est relevée.

Les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues par le SCoT pour l'eau sont indiquées page 194.

Concernant les zones humides, la disposition P157 page 44 du DOO prescrit de classer les zones humides à enjeux des SAGE en zone naturelle, forestière ou agricole dans les documents d'urbanisme locaux. Cependant, aucune prescription ne concerne les zones humides du SDAGE afin de prévoir leur protection.

L'autorité environnementale recommande :

- d'ajouter au DOO une prescription demandant aux PLUi de protéger les zones humides du SDAGE et, à défaut, de caractériser les secteurs impactés pour confirmer ou infirmer le caractère humide ;*
- pour les zones humides avérées, de prévoir leur évitement en priorité et, en cas d'atteinte, de prévoir la restauration de zones humides existantes prioritairement dans le territoire du SAGE concerné.*

Concernant la ressource en eau, le DOO rappelle l'obligation :

- d'intégrer dans les PLUi les différents périmètres de protection réglementaires des captages d'eau potable, ainsi que les aires d'alimentation de captage ;
- d'adapter les conditions d'urbanisation et d'usage des sols en fonction de la vulnérabilité de la ressource (P71, page 23).

Il conditionne le développement résidentiel et économique du territoire à la capacité d'alimentation en eau potable en qualité comme en quantité (P72, page 23).

Les PLUi doivent intégrer des mesures visant à promouvoir l'économie d'eau par la récupération et le stockage des eaux pluviales en vue de leur réutilisation pour des usages non nobles (P75, page 24). Les constructions neuves et les rénovations de bâtiments sous maîtrise d'ouvrage publique doivent étudier les possibilités de mise en œuvre de dispositifs destinés à économiser l'eau (P77, page 23).

Concernant les eaux usées, le DOO impose que le développement du territoire soit notamment conditionné à l'existence de réseaux d'assainissement et à la mise aux normes des installations (P80, page 24).

Les collectivités doivent élaborer un schéma directeur d'assainissement collectif des eaux usées. Le recours à l'assainissement non collectif est réservé aux zones de faibles densités et doit être justifié, notamment au regard de la capacité des milieux récepteurs à recevoir les eaux traitées et de la qualité estimée des rejets (P81, page 24).

Concernant les eaux pluviales, le DOO impose la gestion de l'eau à la parcelle pour tout nouveau projet par la mise en place d'aménagements permettant l'infiltration de la goutte d'eau au plus proche du lieu où elle tombe (P74, page 23).

II.4.7 Risques naturels et technologiques

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Le territoire est principalement touché par les risques naturels de type inondation avec le débordement des cours d'eau, le ruissellement et les remontées de nappe. Trois plans de prévention des risques naturels d'inondation (PPRi) approuvés concernent le territoire du SCoT (pages 89-90 de l'état initial de l'environnement) :

- le PPRi de la vallée de la Canche pour inondation et crue à débordement de cours d'eau approuvé en 2003 et en cours de révision ;
- le PPRi de la vallée de la Clarence pour ruissellement, coulée de boue, inondation et débordement lent de cours d'eau approuvé en 2022 ;
- le PPRi du bassin versant de la Lawe pour ruissellement, coulée de boue, crue à débordement lent de cours d'eau et inondations approuvé en 2021.

Un quatrième PPRi, celui de l'Authie pour débordement des cours d'eau et ruissellement, est en cours de discussion et concernera 164 communes du Ternois et des 7 Vallées.

Le territoire du SCoT est également concerné par des risques de mouvements de terrain liés à la présence de 111 cavités souterraines géolocalisées (pages 94-95 de l'état initial de l'environnement).

En matière de risques technologiques, 92 installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ont été recensées, ainsi qu'un site Seveso seuil haut faisant l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques (SAS Clef à Ternas). Ont aussi été recensés sur ce territoire 7 sites Basol¹⁰, 248 sites Basias¹¹ et 3 secteurs d'information sur les sols (SIS)¹² (pages 97 à 100 de l'état initial de l'environnement).

10 Basol : base de données sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués.

11 Basias : base de données des anciens sites industriels et activités de services.

12 SIS : terrains où l'Etat a connaissance d'une pollution des sols justifiant, notamment en cas de changement d'usage,

- Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte des risques naturels et technologiques

L'analyse environnementale des dispositions du DOO (pages 175 à 190 de l'évaluation environnementale) prend en compte les risques naturels et technologiques. Aucune incidence négative n'est relevée.

Les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues par le SCoT pour les risques sont indiquées page 199.

Le DOO prescrit que toute nouvelle construction ou extension dans une zone d'aléa du risque inondation, ruissellement et débordement de cours d'eau caractérisée comme « fort » ou « moyen » soit remise en question par un diagnostic complémentaire liés aux risques (P83, page 26). Les attendus de ce diagnostic complémentaire ne sont pas précisés. Le SCoT devrait également rechercher à éviter les zones inondables pour ne pas aggraver la vulnérabilité du territoire ni permettre l'exposition de populations nouvelles à des risques d'inondation, compte tenu notamment du contexte du changement climatique.

L'autorité environnementale recommande :

- *de recherche en premier lieu l'évitement des zones inondables afin de ne pas aggraver la vulnérabilité du territoire, dans le contexte du changement climatique ;*
- *de préciser les attendus du diagnostic complémentaires et d'étudier son opposabilité pour tous les secteurs en zone inondable.*

L'usage et la destination des terrains concernés par une pollution des sols doivent être adaptés suivant leur degré et type de pollution (P87, page 27).

II.4.8 Cadre de vie et santé

- Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Des plans de mobilité simplifiés ont été adoptés par les CC du Ternois et des 7 Vallées.

Le territoire du SCoT est desservi par un maillage routier dense (notamment RD939, RD941, RD928). Il bénéficie d'une desserte ferroviaire autour de l'étoile ferroviaire de Saint-Pol-sur-Ternoise avec deux lignes de TER : « Saint-Pol-sur-Ternoise / Béthune / Lille » et « Etaples / Hesdin / Saint-Pol-sur-Ternoise / Arras ». Il compte deux gares principales, le pôle d'échange principal de Saint-Pol-sur-Ternoise et Hesdin, ainsi que sept haltes-ferroviaires (Brimeux, Beaurainville, Maresquel, Auby-Saint-Vaast, Auchy-les-Hesdin, Blangy-sur-Ternoise et Anvin).

Le territoire est desservi par le réseau de bus OSCAR qui compte notamment six lignes régulières, principalement destinées aux scolaires. Elles relient les polarités entre elles et les connectent aux territoires voisins.

- Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte des déplacements

Les déplacements sont abordés pages 53 à 59 du diagnostic territorial.

la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la santé et l'environnement.

L'évaluation environnementale traite de la thématique des déplacements de façon transversale dans l'analyse des dispositions du DOO (pages 175 à 190 de l'évaluation environnementale).

Les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues par le SCoT pour les déplacements sont indiquées (pages 197-198) en lien avec la thématique évolution climatique et émissions de gaz à effet de serre.

Le DOO demande que les PLUi privilégient l'intensification des zones déjà urbanisées ou des zones à urbaniser situées aux abords des secteurs les mieux desservis en transports et à proximité des nœuds de mobilité, existants ou programmés (P133, page 38).

Une densité renforcée de 35 logements par hectare au lieu de 30 est demandé autour des pôles gares de Saint-Pol-sur-Ternoise et de Hesdin-la-Forêt (P108, page 33).

Les PLUi doivent proposer des orientations d'aménagement et de programmation de renforcement de l'intermodalité et des modes de déplacements doux pour les pôles principaux et intermédiaires de l'armature territoriale et à proximité des nœuds de mobilité (P126, page 37). Ils doivent identifier et cartographier les potentiels en termes d'itinéraires cyclables (P124, page 37) ainsi que les besoins potentiels en matière de développement des mobilités décarbonées (P130, page 38). Les cheminements dédiés aux liaisons cyclables et piétonnes doivent être développés, en particulier dans les polarités principales et intermédiaires ainsi qu'entre elles (P129, page 37).

Le DOO impose que les extensions des zones d'activité économiques soient conditionnées à :

- l'existence d'une desserte en mobilité active adaptée et (dans la mesure du possible) à la proximité de pôles multimodaux ou nœuds de mobilités (P17, page 10),
- la mutualisation systématique des espaces dédiés aux infrastructures de stationnement et de circulation (P2, page 8),
- la réalisation des prolongements des liaisons douces au-delà des zones d'activités vers le reste du tissu urbain et les cœurs de ville afin de favoriser la marche et le vélo sur l'ensemble du territoire (P18, page 10).

L'autorité environnementale n'a pas d'observation sur cette partie.

➤ Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte du bruit et de la qualité de l'air

Le DOO recommande aux PLUi d'établir des cartes de bruit stratégiques (CBS) et des plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) en tenant compte du réseau routier (R89, page 27).

Il demande de travailler sur les formes urbaines et l'organisation du bâti pour lutter contre les polluants atmosphériques et de fixer dans les PLUi des objectifs chiffrés de réduction de ces émissions (P88, page 27).

L'autorité environnementale n'a pas d'observation sur cette partie.